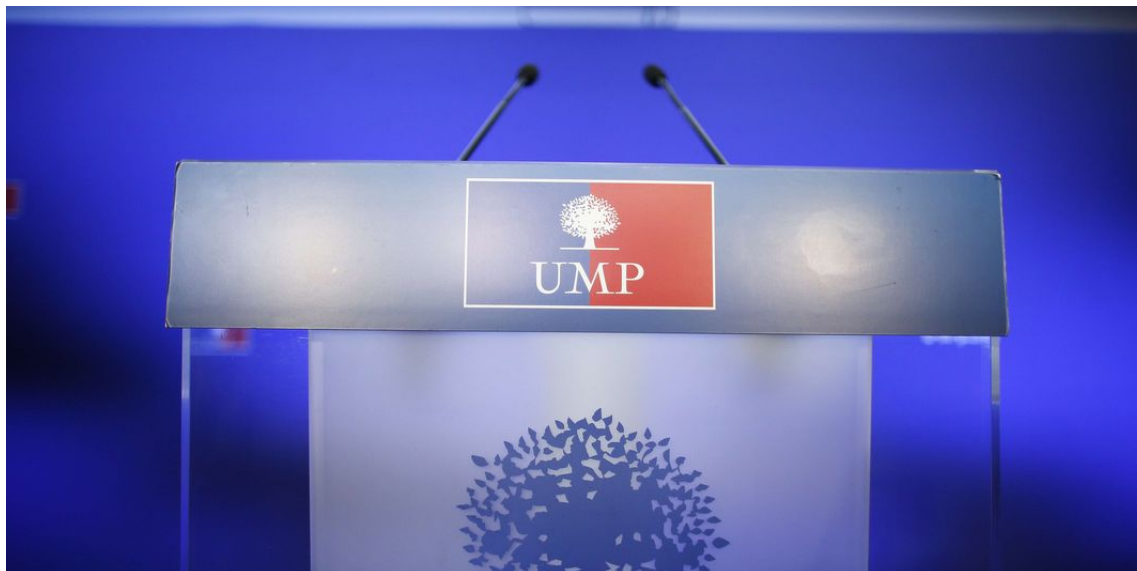


L'argent ne sert à rien en politique

LE MONDE | 15.07.2014 à 13h41 |

Par Thibault Gajdos (chercheur au CNRS)



Le financement de la campagne électorale de Nicolas Sarkozy est au coeur de la crise au sein de l'UMP. | AFP/KENZO TRIBOUILLARD

Les actuels déboires de l'UMP ont le mérite de remettre au coeur du débat public le rôle de l'argent dans la politique en général, et dans les élections en particulier.

La première question que l'on peut se poser est la suivante : l'argent permet-il de remporter une élection ? Il s'agit d'une question délicate. En effet, toutes considérations politiques mises à part, les candidats n'ont pas tous les mêmes talents (charisme, éloquence, capacités d'organisation, etc.). Ces qualités influencent évidemment les résultats électoraux, mais aussi la capacité à lever des fonds. Il est donc difficile d'isoler l'effet des fonds engagés par les candidats de celui de leurs talents politiques.

Afin de résoudre cette difficulté, Steven Levitt, économiste à l'université de Chicago, a étudié dans un article devenu une référence les situations où deux candidats s'affrontaient à plusieurs reprises (« Using Repeat Challengers to Estimate the Effect of Campaign Spending on Election Outcome in the US House », *Journal of Political Economy*, 1994). Ces confrontations successives lui ont permis d'examiner si les dépenses engagées par ces candidats pouvaient expliquer les variations de leurs

performances, à situations électorales fixes. Il en ressort que l'effet des dépenses de campagne sur les résultats est insignifiant, conclusions que confirme une étude récente d'Adam Brown (« Does Money Buy Votes ? The Case of Self-Financed Gubernatorial Candidates, 1998-2008 », *Political Behavior*, 2013), qui montre que c'est la capacité des candidats à lever les fonds, et non les montants investis, qui pèse sur le résultat.

Il est donc peu probable que des excès de dépenses de campagne puissent avoir une influence déterminante sur les résultats de l'élection présidentielle en France. Pourquoi, dans ce cas, des candidats se risquent-ils à enfreindre la loi ? Comme le note M. Levitt, il est possible qu'ils interprètent à tort la corrélation entre le montant des dépenses de campagnes et le succès aux élections comme une relation de cause à effet.

Tournons-nous à présent vers ceux qui financent les candidats. Ils peuvent être motivés par la volonté de faire gagner un candidat qui défend leurs convictions, ou par le désir d'obtenir des faveurs du futur vainqueur (les deux motivations n'étant pas exclusives). Afin de limiter les risques d'échanges de faveurs, le législateur a prévu de limiter les sommes que peut verser chaque citoyen à un candidat (4 600 euros).

Contournement des règles

Lorsqu'ils dépassent les plafonds de dépense autorisés, les candidats doivent avoir recours à des circuits de financement parallèles, et échappent donc également à cette contrainte. C'est en particulier le cas si le parti politique auquel appartient le candidat prend en charge une partie de ses dépenses. En effet, les partis sont soumis à des règles de financement beaucoup plus souples, qui permettent à un individu de verser chaque année jusqu'à 7 500 euros, soit 37 500 euros sur la durée d'un quinquennat. A cette somme, il faut ajouter le montant, non plafonné, des cotisations aux partis. Par ce biais, la contribution d'un individu à la campagne d'un candidat peut devenir très substantielle, et par là même suspecte d'être la contrepartie d'une faveur future.

Ce n'est donc pas le dépassement des plafonds de dépenses qui menace le processus démocratique, mais la croyance (erronée) des candidats que davantage d'argent peut leur faire gagner une élection. Cette conviction peut en effet les exposer à de dangereuses compromissions. Afin de prévenir ce risque, il ne suffit pas de plafonner les dépenses de campagne : il faut également rendre totalement transparent l'ensemble du financement de la vie politique

Thibault Gajdos (chercheur au CNRS)